

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : ASA 39/005/2008 – ÉFAI

25 juin 2008

AU 184/08

Renvois forcés / Craintes pour la sécurité

THAÏLANDE / LAOS

Quelque 8 000 demandeurs d'asile hmong de nationalité laotienne

Le 22 juin, les autorités thaïlandaises ont renvoyé au Laos 837 demandeurs d'asile hmong de nationalité laotienne, en affirmant que ces personnes rentraient de leur plein gré dans leur pays. Aucun observateur indépendant n'était présent à ce moment-là, et il est probable que plusieurs d'entre elles aient été contraintes à quitter la Thaïlande. Amnesty International craint que certaines ne soient torturées.

Les 837 personnes expulsées faisaient partie de quelque 5 000 résidents du camp de réfugiés de Huay Nam Khao qui ont tenté d'organiser une manifestation le 20 juin en défilant sur 390 kilomètres jusqu'à la capitale, Bangkok, afin de protester contre leur traitement. Des soldats et des policiers ont intercepté les manifestants à environ trois kilomètres de leur point de départ et ils ont passé la nuit sur le bord de la route. Le gouverneur de la province de Phetchabun est venu les voir le lendemain, et plus de 3 000 d'entre eux ont accepté de retourner au camp de Huay Nam Khao. Selon les autorités thaïlandaises, plusieurs centaines d'autres personnes ont consenti à rentrer au Laos après avoir reçu l'équivalent d'environ 320 euros par famille. Entre 500 et 600 réfugiés n'ont accepté aucune de ces deux options et ont été placés en détention dans des prisons provinciales, d'où Amnesty International craint qu'ils ne soient renvoyés de force.

Les autorités thaïlandaises, qui considèrent les demandeurs d'asile hmong de nationalité laotienne comme des « *immigrés clandestins* », n'ont jamais autorisé le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à entrer dans ce camp, et ces réfugiés vivent en permanence dans la peur d'être renvoyés dans leur pays d'origine. En février 2008, les gouvernements thaïlandais et laotien ont convenu qu'ils seraient renvoyés au Laos, soi-disant de leur plein gré, avant la fin de l'année 2008. Plusieurs manifestations ont eu lieu dans le camp de Huay Nam Khao ; le 23 mai, un incendie a détruit quelque 850 de ses 1 300 abris, laissant 3 600 personnes sans logement, dont de nombreux enfants.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Quelque 8 000 Hmong de nationalité laotienne, dont un certain nombre de demandeurs d'asile, vivent dans un camp de la province de Phetchabun depuis 2004. Trois groupes ont été rapatriés depuis l'accord conclu en février 2008 : 11 personnes le 28 février, 67 le 10 avril et 59 le 30 mai. Certaines de celles faisant partie de la première vague ont été renvoyées de force, notamment une mère dont les enfants ont été laissés dans le camp. Le deuxième groupe semblait être composé de travailleurs migrants qui sont retournés au Laos de leur plein gré.

Ces 8 000 personnes ont été transférées en juin 2007 dans leur camp actuel ; elles résidaient auparavant sur un autre site, situé à environ trois kilomètres, créé en 2004 lorsque les Hmong du Laos ont commencé à arriver en grand nombre. Ces immigrants ont affirmé qu'ils étaient persécutés au Laos en raison de leurs liens avec des Hmong vivant dans la jungle, qui sont d'anciens membres ou des descendants de membres d'une résistance armée vieille de plusieurs dizaines d'années et qui ne semble plus en mesure de constituer une menace militaire. Ces derniers vivent en petits groupes et luttent pour leur survie en se cachant afin d'échapper aux attaques de l'armée laotienne.

À la connaissance d'Amnesty International, plus de 370 demandeurs d'asile ont été renvoyés de force au Laos par les autorités thaïlandaises depuis décembre 2005. Certains ont été détenus arbitrairement et torturés. D'autres ont été placés dans des camps de réinstallation destinés aux Hmong après avoir suivi une

« *rééducation* ». Les autorités laotiennes ont organisé plusieurs visites de ces sites pour des diplomates et des journalistes locaux, mais les agences des Nations unies et les organisations non gouvernementales (ONG) de défense des droits humains n'ont jamais été autorisées à s'y rendre, et on ignore où se trouvent la plupart de ces installations.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

Aux autorités thaïlandaises :

- déclarez-vous inquiet à l'idée que plus de 800 demandeurs d'asile hmong de nationalité laotienne aient été renvoyés au Laos le 22 juin dans des conditions éprouvantes et manquant de transparence, et que certains aient été rapatriés de force ;
- demandez instamment l'arrêt immédiat du renvoi au Laos des milliers de demandeurs d'asile hmong de nationalité laotienne qui vivent dans le camp de Huay Nam Khao, dans la province de Phetchabun, et des centaines qui sont détenus dans des centres de détention de cette province ;
- rappelez aux autorités qu'elles sont tenues, en vertu du droit international, de ne pas renvoyer des personnes dans un pays où elles risqueraient d'être soumises à la torture, à d'autres formes de mauvais traitements ou à d'autres graves violations de leurs droits humains ;
- exhortez-les à permettre immédiatement aux représentants du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) d'accéder sans restriction au camp de demandeurs d'asile hmong laotiens de Huay Nam Khao et aux autres centres de détention, afin qu'ils puissent examiner de façon appropriée le cas des personnes qui y résident et identifier celles qui ont besoin d'une protection internationale.

Aux autorités laotiennes :

- cherchez à connaître le lieu où se trouvent les plus de 800 demandeurs d'asile hmong de nationalité laotienne renvoyés de la Thaïlande vers le Laos le 22 juin ;
- tentez d'obtenir la garantie qu'aucune de ces personnes ne sera soumise à des violations des droits humains, notamment à la torture, à d'autres formes de mauvais traitements et à la détention arbitraire, et que leur sécurité et leur bien-être seront protégés par les autorités ;
- demandez instamment que les agences des Nations unies et les organisations humanitaires soient autorisées sans délai à rencontrer ces personnes afin de pouvoir examiner leurs besoins et leur bien-être.

APPELS À :

THAÏLANDE :

Directeur des services chargés des frontières :

Lt General Nipat Thonglek

Director, Department of Border Affairs, Royal Thai Armed Forces Headquarters

Chaeng Wattana Road, Laksi, Bangkok 10210, Thaïlande

Fax : +66 2 575 6297

Courriers électroniques : thaiborder_ca@hotmail.com

Formule d'appel : *Dear General, / Monsieur,*

Ministre de l'Intérieur :

Chalerm Yubumroong

Minister of Interior, Ministry of Interior, Office of the Secretary to the Minister

Assadang Road, Pra Nakorn, Bangkok 10200, Thaïlande

Fax : +66 2 222 8866

+66 2 226 4371

Courriers électroniques : ommoi@moi.go.th ou om@moi.go.th

Formule d'appel : *Dear Minister, / Monsieur le Ministre,*

LAOS :

Ministre de la Défense nationale :

Douangchai Phichit

Minister of National Defence, Ministry of National Defence
Rue Phone Kheng, Ban Phone Kheng, Vientiane, Laos

Fax : +856 21 911058

Formule d'appel : *Dear Minister, / Monsieur le Ministre,*

Ministre des Affaires étrangères :

Thoungloun Sisoulith

Minister of Foreign Affairs, Ministry of Foreign Affairs

That Luang 01004, Phonxay, Vientiane, Laos

Fax : +856 21 414009

Courriers électroniques : cabinet@mofa.gov.la ou ict@mofa.gov.la

Formule d'appel : *Dear Minister, / Monsieur le Ministre,*

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 6 AOÛT 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR.
MERCİ.